

Une voix: 74!

M. La Salle: Le député de la circonscription de Lévis n'est pas encore élu. Je les invite à penser à l'intérêt des électeurs québécois qui les ont délégués ici pour les représenter, et non pas pour représenter les diktats d'un premier ministre obsédé, qui refuse de respecter la réalité canadienne. Ce que je demande à mes collègues libéraux d'en face, c'est de convaincre le premier ministre de retourner immédiatement, monsieur l'Orateur, à la table de négociation avec les provinces.

Le rapatriement de la Constitution et la formule d'amendement qui doit nécessairement l'accompagner doivent être le fruit d'une négociation entre partenaires égaux. Jamais de telles mesures aussi vitales pour le pays doivent résulter d'un acte unilatéral comme c'est le cas dans le moment. Voilà ce que demande l'opinion publique québécoise: une option qui a été exprimée non seulement par son gouvernement, mais aussi par tous les partis politiques du Québec; une option qui a été exprimée par de nombreux éditorialistes et des experts constitutionnels de grande renommée; enfin, une opinion qui a été exprimée par une pétition de plus de 750,000 signataires venant de toutes les régions du Québec.

Ce discours constitue, monsieur l'Orateur, ma dernière intervention en cette Chambre en ma qualité de député progressiste conservateur de la circonscription de Joliette. Tel que promis bien sûr, et comme la règle l'exige, je devrai démissionner et j'ai l'intention de le faire à l'annonce de la prochaine campagne provinciale. J'aimerais quand même rappeler à mes collègues du Québec que je suis désolé de voir que dans leurs discours, parce que j'en ai lu plusieurs et il y en a plusieurs que je n'ai pas lu, j'aimerais leur demander en faisant un appel à l'honnêteté et à l'objectivité de rendre publique en cette Chambre la réalité québécoise, de dire que les libéraux à Québec ne sont pas d'accord avec eux et que les Canadiens le sachent. D'ailleurs le chef du parti libéral, qui ne s'est pas rendu au comité mixte de la Constitution du Canada, ils auraient aimé cela qu'il s'y rende, il s'est rendu à 150 pieds, il a fait part lors d'une conférence de presse de son objection, je pense qu'il a voulu faire le message à ses députés du Québec que la majorité des Québécois refusaient de souscrire à ce geste unilatéral et à cette idée d'un gouvernement de réaliser un gouvernement unitaire.

Après 13 ans, monsieur l'Orateur, je ne peux laisser cette Chambre sans vous dire également ma désolation de me rendre compte que ce premier ministre qui dirige le pays vers la catastrophe est le grand responsable de ce déchirement que connaît le Canada actuellement, le grand responsable de la montée d'une aliénation, non seulement au Québec mais dans d'autres provinces également. J'imagine qu'il dit qu'il y a encore des Québécois que vous avez encouragés pour dénoncer ce geste inacceptable et qui aura des conséquences malheureuses. Cela se sent et cela se voit, mais l'entêtement de ce premier ministre, le manque de courage, le manque de courage de ces gens qui doivent refléter la pensée québécoise, je pense au ministre des Transports (M. Pepin) qui s'est fait rabrouer par une étude immensément intéressante, qui correspondait à

La constitution

la réalité canadienne et qui recommandait des correctifs qui, je le pense, auraient réglé plusieurs de nos problèmes, étude qui a été mise au rancart en moins de deux, que le ministre des Transports n'a pas été capable de supporter et de respecter même sa signature de ce document immensément important et qui apportait des réponses aux correctifs qui s'imposent à la Constitution du Canada. Le premier ministre l'a étranglé, cela en fait pitié, monsieur l'Orateur. Il y a pourtant des gens de l'autre côté qui reconnaissent les très grandes valeurs de cette étude dont on n'entend plus parler. On n'entend parler que de la vision d'un homme, de la conception d'un Canada artificiel, et pour vous parler et pour que vous puissiez comprendre, un Canada artificiel qui n'existe pas et qui n'existera jamais dans le sens que le premier ministre veut l'inventer, et nous le savons.

● (2030)

Comme Québécois, monsieur l'Orateur, j'ai honte de demander à un gouvernement étranger de statuer sur mes droits fondamentaux. C'est ce qui est le plus honteux. Vous pouvez rire, c'est ce que vous faites depuis 13 ans, et vous vous écrasez à demander à un parlement étranger de faire ce que vous devriez faire si vous en aviez le courage, mais vous ne le faites pas sachant très bien que vous auriez des problèmes à faire accepter par la majorité du Canada, par les avenues légalement constituées au Canada, cette proposition que nous avons de demander à un gouvernement étranger de vous prarrainer. Cela c'est gênant, monsieur l'Orateur.

J'ose espérer qu'il y aura des Québécois... On n'est pas contre le rapatriement de la Constitution, nous sommes tous d'accord, on n'est pas contre une formule d'amendement, nous sommes tous d'accord. Je vous invite à ramener cela au Canada, nous allons appuyer cela. Je vous invite à nous ramener cela au Canada et à réformer cette Constitution avec les Canadiens, par les Canadiens. C'est cela que nous vous demandons.

Mme Bégin: C'est ce qu'on fait!

M. La Salle: Le ministre nous dit: C'est ce qu'on fait. Jusqu'où on peut charrier! C'est ce qu'on fait! C'est ce qu'ils disent à la population du Québec, et inconsciemment on la trompe lorsqu'on parle ainsi. Je pense que c'est de l'inconscience. Je ne voudrais pas dire autre chose.

Une voix: Que faisais-tu le 20 mai?

M. La Salle: Le 20 mai, je sentais votre hypocrisie. Je sentais l'hypocrisie, et j'avais vu juste le 20 mai, monsieur l'Orateur. Je défendais le Québec en refusant d'accepter une proposition qui transpirait de ce que je vois aujourd'hui, une «réformette» constitutionnelle à l'image et à la ressemblance du premier ministre. On me remercie de ne pas avoir appuyé un tel engagement. D'ailleurs vous oubliez de dire que le chef du parti libéral du Québec a dit clairement que s'il avait su qu'il serait trompé comme il l'est présentement, il n'aurait jamais présidé le comité du «non». Ces libéraux ne méritaient peut-être pas cela et l'ensemble des Canadiens devraient le savoir.